IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
de la santé mondiale

SANTÉ HUMAINE, L'OUBLIÉE DE LA DIPLOMATIE BLEUE

Dr Anne Sénéquier / Chercheuse, co-directrice de l'Observatoire de la santé mondiale de l'IRIS

Juin 2025

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Dr Anne Sénéquier / Chercheuse, co-directrice de l'Observatoire de la santé mondiale de l'IRIS

Anne Sénéquier est chercheuse et co-directrice de l'Observatoire de la santé mondiale de l'IRIS, spécialisée sur les questions de santé et environnement. Elle est titulaire d'un doctorat en psychiatrie, suivi d'une spécialisation en pédopsychiatrie. Elle est chargée de cours à l'Université catholique de Lille sur le master « Environnement et transition » et enseigne à IRIS Sup'. Elle a travaillé avec Médecins sans Frontières, Action contre la faim et Médecins du Monde.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire de la santé mondiale – Global Health – s'inscrit dans une double perspective : répondre aux vulnérabilités sanitaires exacerbées par les crises contemporaines, tout en intégrant les dynamiques géopolitiques qui structurent l'accès aux soins de santé et les financements des services sanitaires. À travers une approche critique de la gouvernance sanitaire mondiale, il soutient des réseaux d'acteurs locaux capables de formuler des réponses équitables, résilientes et écologiquement responsables.

PROGRAMME
SÉCURITÉ
HUMAINE

La sécurité humaine est une approche interdisciplinaire centrée sur l'individu qui répond à la complexité des crises contemporaines. Celle-ci redéfinit les paradigmes classiques de la sécurité, en insistant sur la protection contre les menaces systémiques (violences, pauvreté, santé, environnement, déplacement, gouvernance) et sur le renforcement des capacités locales.
Dans un monde marqué par la convergence des crises – conflits armés, pandémies, changements climatiques, crise de la gouvernance –, le programme Sécurité humaine de l'IRIS vise à analyser ces différents enjeux en les articulant avec les notions de justice sociale, de développement durable et de paix positive et inclusive. Il entend également contribuer à penser l'action publique et internationale au plus près des vulnérabilités et des résiliences sociales. Il est dirigé par Fatou Élise Bas, chercheuse à l'IRIS.

iris-france.org

@InstitutIRIS
@InstitutIRIS
institut_iris
IRIS

© IRIS - Tous droits réservés

L'OCÉAN, PILIER INVISIBLE DE NOTRE SANTÉ

Berceau de la vie il y a 3,8 milliards d'années, l'océan a permis à l'atmosphère de devenir respirable, à la vie de coloniser la forasphère[1], et continue aujourd'hui à maintenir la planète habitable. Il absorbe plus de 90 % de la chaleur excédentaire[2] générée par nos activités, produit la moitié de l'oxygène[3] que nous respirons, nourrit 40 % de la population mondiale[4], et génère environ 5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial à travers l'économie bleue (pêche, aquaculture, biotechnologie, transport maritime…) selon l'Organisation des Nations unies (ONU).

Mais l'océan joue aussi un rôle sanitaire souvent ignoré. Il abrite des molécules thérapeutiques d'avenir – anticancéreuses issues de tuniciers, antivirales extraites d'éponges caribéennes, antalgiques puissantes issues de venins marins – et un réservoir microbiologique largement inexploré. Pourtant, cet océan vital est menacé, surexploité, pollué, et vidé de sa biodiversité.

UN OCÉAN DÉGRADÉ, UNE SANTÉ EN PÉRIL

Longtemps considéré comme un réceptacle infini, l'océan concentre aujourd'hui les dérives humaines : surpêche (dont 20 % illégale), extraction minière en eaux profondes, pollution chimique, plastique, eutrophisation, prolifération d'algues toxiques, rejet d'eaux usées urbaines et industrielles. L'océan se réchauffe, s'acidifie, se vide, suffoque…

Notre océan brûle et nous regardons ailleurs.

En bons bipèdes ayant quitté notre condition aquatique il y a 400 millions d'années, nous pourrions croire que cela ne nous concerne plus. Mais ce serait commettre, une nouvelle fois, cette erreur tenace : celle de penser que nous ne faisons plus partie de la nature, puisque nous avons appris à la courber à nos exigences.

Le temps long - celui des millions, des milliards d'années - est celui des écosystèmes. Notre espèce n'en est qu'un infime épisode : en 250 ans, nous avons bouleversé l'équilibre patiemment construit au fil de 4,5 milliards d'années.

[1] Forasphère : terres émergées libres de glace.
[2] National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), "Climate Change: Ocean Heat Content," *Climate.gov*, https://www.climate.gov/news-features/understanding-climate/climate-change-ocean-heat-content.
[3] Placido Benzi, "A Myth on the Fate of Oceanic Oxygen," *Ocean Literacy Portal*, UNESCO-IOC https://oceanliteracy.unesco.org/ocean-literacy-commentary-a-myth-on-the-fate-of-oceanic-oxygen/
[4] Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Dix générations ont été nécessaires pour réaliser que nous allions droit dans le mur. Combien nous en faudra-t-il pour retrouver un cap viable ? La question n'a rien d'anecdotique : elle engage nos conditions de vie, notre avenir, notre santé.

Les conséquences sanitaires sont multiples : infections bactériennes (Vibrio vulnificus, Pseudomonas aeruginosa), intoxications alimentaires liées aux toxines bioaccumulées, parasitoses (anisakidose, gnathostomose), virus d'origine marine (hépatites A et E), dermatites, allergies. Le tout dans une interaction faune sauvage/élevage/humain augmentée dans les zones littorales à travers l'aquaculture, les espèces invasives, le tourisme, la pêche artisanale… Des zones côtières, où les résidus médicamenteux issus de la médecine humaine et vétérinaire favorisent la sélection de bactéries multirésistantes.

Le changement climatique exacerbe ces mêmes risques. En mer Baltique, la hausse des températures favorise l'expansion de Vibrio cholerae. Les marées rouges augmentent en fréquence, rendant certaines zones côtières dangereuses pour la baignade, la pêche ou l'aquaculture.

LE LIEN *ONE HEALTH* MARIN : UN ANGLE MORT STRATÉGIQUE

« Si nous ne pensons pas encore l'océan comme un risque sanitaire mondial, ce n'est pas parce que ce risque n'existe pas, mais parce que nous n'avons pas encore appris à l'identifier. »

Le concept « One Health » ; qui articule la santé humaine, animale et environnementale ; peine encore à intégrer le monde marin. À la Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC3, à Nice début juin 2025), une seule session évoquait la santé (mentale), et aucune n'abordait la surveillance des agents pathogènes, les interactions faune-humain ou les impacts sanitaires directs de la pollution marine.

Une initiative émergente, en marge du processus officiel, mérite toutefois d'être mentionnée : une coalition informelle de territoires littoraux et d'acteurs non étatiques, réunie autour des enjeux croisés d'eau, d'alimentation, de santé, de climat et de biodiversité. Elle propose une approche intégrée pour renforcer la résilience des zones côtières. Si elle témoigne d'une prise de conscience, cette dynamique reste encore périphérique, sans traduction institutionnelle forte. Elle ne compense en rien l'absence de la santé humaine dans les déclarations officielles ni dans les engagements des États.

Cette absence traduit une gouvernance encore enfermée dans des logiques sectorielles, incapable d'embrasser la transversalité de nos équilibres. À force de traiter les crises de façons

cloisonnées, les unes après les autres, nous finissons par générer les problèmes de demain en croyant résoudre nos erreurs passées.

RESSOURCES GÉNÉTIQUES MARINES : UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

La santé, c'est aussi une question d'accès aux ressources. Le traité international Biodiversity Beyond National Jurisdiction (BBNJ), adopté en 2023, prévoit le partage des bénéfices issus de la bioprospection en haute mer. Mais sa mise en œuvre prévue pour janvier 2026, encore conditionnée à plusieurs ratifications, laisse planer un risque concret : celui que certains laboratoires accélèrent le brevetage de molécules d'origine marine, sans dispositifs de traçabilité ni garanties de partage équitable des bénéfices.

Cette dynamique fait peser le risque d'un néocolonialisme scientifique, creusant davantage les inégalités d'accès à l'innovation médicale, notamment pour les pays du Sud. L'océan, bien commun de l'humanité, abrite plus de 2,2 millions d'espèces[5] ; dont nous ne connaissons qu'une infime partie. L'éthique impose de ne pas réserver ces ressources à ceux qui ont les moyens aujourd'hui d'y accéder.

TROIS LEVIERS POUR UNE GOUVERNANCE OCÉAN-SANTÉ

Face à cet aveuglement stratégique, il est urgent d'agir. Trois leviers peuvent initier une nouvelle diplomatie bleue centrée sur la santé :

- Créer une plateforme internationale de veille « One Health marine », intégrant les données océanographiques, épidémiologiques et vétérinaires. Cela inclut un système d'alerte sanitaire pour les zones côtières, de pêche ou d'aquaculture.
- Renforcer l'intégration de la santé dans les politiques de conservation marine, de planification spatiale maritime et d'aménagement côtier, pour limiter les risques liés aux pollutions, et à la qualité de l'eau.
- Soutenir la recherche indépendante sur les interactions entre santé humaine et océan, pour anticiper les menaces infectieuses, toxiques, nutritionnelles, psychiques ou sociales qui émergent du milieu marin.

[5] Census of Marine Life: http://www.coml.org/

UNE DIPLOMATIE BLEUE POUR DEMAIN : QUELLE TRAJECTOIRE ?

Pour que la santé humaine devienne une dimension centrale de la gouvernance océanique, il faut articuler une stratégie claire, avec des institutions identifiées et un calendrier ambitieux.

D'ici 2030, il est impératif que les institutions internationales intègrent pleinement le lien santé-océan dans les cadres existants. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui s'est saisie tardivement des enjeux climatiques, doit maintenant s'engager sur la santé environnementale marine. Elle pourrait piloter une feuille de route globale sur santé et océan, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Le One Health quadripartite (OMS, FAO, Organisation mondiale de la santé animale, PNUE), qui porte déjà le concept *One Health*, doit l'élargir formellement au milieu marin, en y intégrant explicitement la dimension océanique des zoonoses, des pollutions chimiques, et des risques d'antibiorésistance.

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), par le biais de sa Commission océanographique intergouvernementale, pourrait héberger une plateforme scientifique interdisciplinaire dédiée au nexus océan-santé, permettant de relier la recherche, les données et les politiques publiques.

Enfin, les négociations *post*-2025 sur la mise en œuvre du traité BBNJ offrent un levier politique pour intégrer une clause sanitaire explicite dans le partage des ressources génétiques marines.

À plus court terme, les Conférences des Parties (COP) océaniques ou les conférences One Ocean Summit à venir pourraient introduire une session dédiée aux enjeux sanitaires. Ces jalons diplomatiques sont l'occasion de corriger l'angle mort actuel. Ce n'est plus la connaissance qui fait défaut, mais la volonté politique de l'appliquer.

CONCLUSION : UNE ERREUR À NE PAS REPRODUIRE

L'histoire climatique nous a appris que négliger les signaux faibles revient à construire notre vulnérabilité. Pendant des décennies, la santé a été absente des négociations climatiques. Ne reproduisons pas cette erreur avec l'océan.

Il est temps de prendre au sérieux la santé humaine dans la gouvernance océanique. Non comme une externalité, mais comme une composante centrale des équilibres du vivant.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
SÉCURITÉ
HUMAINE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.